



# Assemblée générale

Soixante-septième session

Documents officiels

Distr. générale  
21 janvier 2013  
Français  
Original : anglais

---

## Deuxième Commission

### Compte rendu analytique de la 19<sup>e</sup> séance

Tenue au Siège, à New York, le jeudi 1<sup>er</sup> novembre 2012, à 15 heures

*Président* : M. Talbot ..... (Guyana)

## Sommaire

Point 26 de l'ordre du jour : Développement agricole et sécurité alimentaire

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

12-56941X (F)



Merçi de recycler 



*La séance est ouverte à 15 h 5.*

**Point 26 de l'ordre du jour : Développement agricole et sécurité alimentaire (A/67/86-E/2012/71 et A/67/294)**

1. **M. Seth** (Directeur de la Division du développement durable, Département des affaires économiques et sociales) dit que, selon un rapport publié par les organisations sises à Rome, 870 millions de personnes dans le monde sont actuellement sous-alimentées. Présentant le rapport du Secrétaire général sur le développement agricole et la sécurité alimentaire (A/67/294), il dit que les prix des denrées alimentaires vont sans doute continuer à monter du fait de la croissance mondiale de la demande d'aliments et de biocarburants, de la hausse des revenus, des modifications des régimes alimentaires et aussi d'une baisse de la croissance des rendements des principales cultures.

2. Les événements survenus en 2012 ont augmenté encore l'importance de la sécurité alimentaire et la nutrition dans le programme d'action international et un plus grand nombre de pays doivent trouver les moyens d'améliorer leur sécurité alimentaire. Un groupe de questions liées entre elles – l'agriculture, la sécurité alimentaire, la nutrition et la dégradation des sols – doit être intégré dans les débats sur le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015 et sur les objectifs du développement durable. Le « Défi Faim zéro » lancé par le Secrétaire général, tente de venir à bout de la faim dans le monde, en mettant en avant cinq objectifs quantifiables.

3. Il faut en priorité augmenter la productivité et les revenus des petits exploitants, par des investissements dans l'agriculture, dans l'amélioration des sols, l'adduction d'eau, la gestion des terres et des écosystèmes et l'autonomisation des femmes. Un travail décent et la protection sociale sont également des aspects importants de l'élimination de la faim. Les gouvernements jouent un rôle essentiel à cet égard mais la sécurité alimentaire et nutritionnelle suppose également une volonté nouvelle manifestée par les entreprises et l'industrie, par la société civile comme par les Nations Unies. L'Équipe spéciale de haut niveau du Secrétaire général sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire a joué un rôle important dans l'élaboration d'un cadre d'action. Heureusement, on observe une augmentation de l'investissement consacré à la recherche agronomique. L'action internationale a

été améliorée à cet égard, et elle agit sur deux fronts : répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels immédiats tout en améliorant la productivité agricole à long terme.

4. Pour augmenter durablement la productivité face au changement climatique, il faut mieux gérer les ressources. La production de biocarburant ne doit pas se traduire par un renchérissement des prix des denrées alimentaires de base. Les petites exploitantes agricoles ont toujours moins d'accès que les hommes aux ressources et aux possibilités d'activité productive, il est donc essentiel de réduire les disparités entre les sexes.

5. Les relations complexes entre eau, énergie, alimentation et changement climatique doivent être mieux comprises, et cette meilleure compréhension doit donner lieu à des mesures concrètes. Les promesses faites à la Conférence Rio+20 ne doivent pas rester lettre morte : les questions sociales, économiques et environnementales doivent être traitées de façon holistique; il faut une plus grande cohérence des politiques et des institutions, et il faut appliquer les résultats au niveau national.

6. **M<sup>me</sup> Woldegiorgies** (Éthiopie) appelle l'attention sur une inexactitude que contient le rapport : il n'y a pas eu de graves perturbations ni d'émeutes liées à la sécurité alimentaire en Éthiopie. Une telle erreur remet en question la crédibilité du rapport et il faut éliminer les informations qui ne sont pas correctes.

7. **M. Mero** (République-Unie de Tanzanie) dit que le rapport ne traite pas de façon adéquate le conflit d'intérêt qui existe entre la production de biocarburant et la sécurité alimentaire.

8. **M. Seth** (Directeur de la Division du développement durable du Département des affaires économiques et sociales) dit que le Secrétariat examinera la question et répondra à la représentante de l'Éthiopie sans tarder.

9. En réponse à l'observation du représentant de la République-Unie de Tanzanie, il dit que le rapport ne traite pas de façon approfondie les questions relatives aux biocarburants, mais uniquement leurs relations avec l'instabilité des prix alimentaires.

10. **Le Président** invite la Commission à tenir un débat général sur la question.

11. **M. Djacta** (Algérie), parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que pour améliorer la production alimentaire mondiale il faut un financement soutenu et des investissements bien ciblés. Pour réaliser la sécurité alimentaire dans le monde, il faut renforcer le secteur agricole des pays en développement en donnant aux populations autochtones, aux communautés rurales et aux petits exploitants les moyens de se prendre en charge; il faut fournir une assistance technique et financière, assurer le transfert de technologie, la création de capacités et l'échange de connaissances.

12. Les disparités entre les sexes, dans l'agriculture, réduisent la productivité et sont néfastes pour les femmes. Les femmes rurales doivent être à même de contribuer au développement rural et agricole, à la sécurité alimentaire et à la nutrition. La réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dépendra dans une large mesure d'un recul de la faim, en particulier dans les zones rurales où vivent la majorité des personnes sous-alimentées actuellement dans le monde. Une intervention à long terme concernant la crise alimentaire devra comprendre des mesures pour améliorer l'accès des petits exploitants au crédit et aux autres services financiers, aux marchés, à la sécurité foncière, aux soins de santé, aux services sociaux, à l'éducation, la formation et la technologie. Les pays développés doivent sortir de l'impasse dans laquelle se trouve actuellement le Cycle de Doha et abandonner les subventions inéquitables et autres mesures qui faussent les échanges, de façon à permettre à l'agriculture des pays en développement de s'épanouir. Les stratégies de sécurité alimentaire constituent une question nationale, mais il est tout à fait indiqué de mener des consultations avec les acteurs régionaux et internationaux.

13. **M. Zampetti** (Observateur de l'Union européenne) parlant au nom du pays accédant – la Croatie –, des pays candidats – le Montenegro et l'ex-République yougoslave de Macédoine –, du pays du processus de stabilisation et d'association – la Bosnie-Herzégovine –, ainsi que de la Géorgie et de l'Ukraine, dit que pour résoudre durablement le problème des besoins alimentaires et nutritionnels d'une population mondiale qui ne cesse d'augmenter, il importe que la question demeure en bonne place au programme international d'action. Il est inacceptable que 12,5 % de la population mondiale soient sous-alimentés ou souffrent de la faim, et que 30 % de cette population

souffrent d'une « faim larvée ». La situation, en Afrique où le nombre de personnes sous-alimentées continue à augmenter, est particulièrement préoccupante.

14. Les politiques suivies par l'Union européenne privilégient l'effet multiplicateur du secteur agricole et la contribution que le secteur privé peut apporter à la croissance économique, à l'agriculture et au développement rural. L'Union européenne a aidé à lancer deux initiatives visant à renforcer la résilience de l'Afrique aux crises alimentaires. L'Union soutient également les organisations africaines qui établissent des réserves alimentaires humanitaires d'urgence.

15. En s'inspirant des résultats des travaux du Groupe des 20, il est nécessaire de contrecarrer l'instabilité excessive des prix des denrées alimentaires et des chocs qu'ils subissent, par des initiatives comme le Système d'information sur les marchés agricoles. Une intervention publique est importante pour créer un environnement favorable à une réduction de la faim – un accès équitable aux ressources et aux services, l'autonomisation des femmes, et des systèmes adéquats de protection sociale. Un développement agricole et une gestion des terres qui soient économiquement, écologiquement et socialement viables à terme seraient un moyen important de réduire la sous-alimentation et devraient donc être encouragés, en partie par des investissements consacrés à la recherche. Des mécanismes de financement agricole à long terme viables sont indispensables et il faut renforcer encore les initiatives de financement de l'agriculture. La nutrition est un aspect essentiel d'une agriculture viable à terme, et l'initiative « Renforcer la nutrition » est donc bienvenue. La politique suivie par l'Union européenne pour aider les pays en développement à résoudre les problèmes de la sécurité alimentaire accorde une attention particulière aux petits exploitants, notamment les femmes, et aux groupes vulnérables dans les pays qui sont encore loin d'atteindre les OMD. L'adoption parallèle d'une politique d'aide alimentaire humanitaire a amélioré la coordination apportée par l'Union européenne aux opérations d'urgence et à plus long terme.

16. Une bonne gestion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle est d'importance vitale. Les pays doivent appliquer les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, qui ont

été définies par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Il est indispensable que le commerce international demeure ouvert et soit régi par des règles, et l'Union européenne demeure fermement attachée au Programme de Doha pour le développement. L'Union espère travailler avec le Secrétaire général sur le « Défi Faim zéro ».

17. **M. Piminov** (Fédération de Russie) dit que dans plusieurs grandes réunions internationales tenues récemment on a vu dans la sécurité alimentaire l'un des principaux facteurs de développement durable. Son pays est tout à fait de cet avis et estime que la question doit figurer en très bonne place dans le Programme international de développement pour l'après-2015. La sécurité alimentaire ne peut être atteinte sans que le secteur agricole soit moderne et productif car il joue un rôle essentiel dans la réduction de la pauvreté et la création d'emplois; le développement de son potentiel est une tâche directement liée à la recherche de réponses adéquates aux problèmes que pose la crise alimentaire mondiale.

18. Il faut prendre des mesures collectives à tous les niveaux pour répondre à la crise alimentaire et empêcher qu'elle se reproduise, et il espère donc que le « Défi Faim zéro » du Secrétaire général offrira l'indispensable impulsion aux efforts de mobilisation dans ce sens. Il exprime également l'espoir que la session 2013 du Comité de la sécurité alimentaire mondiale adoptera une définition pratique, scientifique et dépolitisée des notions de « sécurité alimentaire » et « sécurité nutritionnelle ».

19. Son pays apporte des contributions importantes à l'amélioration de la sécurité alimentaire mondiale en développant et modernisant sa production agricole, en augmentant son potentiel de grand producteur de denrées alimentaires dans le monde et en coopérant aux moyens de stabiliser les marchés mondiaux des denrées alimentaires. La Fédération de Russie augmente son assistance alimentaire et sa coopération en développant le secteur agricole des pays de la Communauté d'États indépendants ainsi que certains pays d'Asie et d'Afrique, et elle finance généreusement diverses activités des Nations Unies, notamment celles de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du Programme alimentaire mondial. Sa contribution à l'initiative de L'Aquila en matière de sécurité alimentaire, entre 2009 et 2011, s'est élevée au total à 330 millions de dollars environ.

20. Un programme d'alimentation scolaire dans la région eurasiatique a été lancé pour amortir l'impact sur les ménages vulnérables des crises économiques et sociales; il distribue aux enfants des repas nourrissants et leur apprend à adopter des modes de vie sains. Avec le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) et la Banque mondiale, la Russie a pris sa propre initiative d'étendre ses travaux de recherche et développement à des technologies novatrices associées à la sécurité alimentaire et au développement de l'agriculture, auxquels elle a apporté une contribution de 15 millions de dollars entre 2010 et 2014.

21. **M. Sinhaseni** (Thaïlande), parlant au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) dit que des mécanismes de sécurité alimentaire collective sont nécessaires si l'on veut résoudre les problèmes posés par l'accroissement mondial de la population, qui devrait atteindre 9 milliards en 2050. L'ASEAN a lancé deux initiatives visant à assurer la sécurité alimentaire à long terme, en améliorant la coopération entre les pays de l'ASEAN et les niveaux de vie des agriculteurs. La Réserve d'urgence de riz ASEAN+3 a également été créée pour remédier au risque de pénurie régionale de denrées. Le partage de l'information actuelle sur la production, la consommation et les réserves de denrées alimentaires aiderait à amortir l'impact de l'instabilité des cours, et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est augmentée de la Chine, du Japon et de la République de Corée (ASEAN+3) a pour cette raison créé le Système d'information sur la sécurité alimentaire de l'ASEAN qui complète les mécanismes existants de sécurité régionale. L'ONU a un rôle appréciable à jouer dans la coordination des mécanismes de sécurité alimentaire, et dans la diffusion d'informations et de directives sur les politiques à suivre, de façon que celles des États Membres ne s'écartent pas des tendances mondiales.

22. Il est impératif d'investir davantage dans la recherche et le développement agricoles pour améliorer la capacité productive, en particulier dans les pays en développement. L'ASEAN soutient les partenariats public-privé et les transferts de technologie. Le commerce des denrées alimentaires doit être équitable, et ne pas être entravé par des obstacles non tarifaires; et il faut mener à bien le Cycle de Doha.

23. **M<sup>me</sup> Adhikari** (Népal) dit que si l'agriculture est bien le principal secteur d'activité dans l'économie

népalaise, beaucoup d'agriculteurs ont du mal à survivre. Environ 40 % des enfants népalais souffrent de malnutrition et d'insuffisance pondérale.

24. L'actuel plan de trois ans vise à améliorer la contribution de l'agriculture à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à la création d'emplois et la réduction de la pauvreté, ainsi qu'à améliorer la balance commerciale par la modernisation et la commercialisation du secteur agricole. Malheureusement, indépendamment des phénomènes naturels tels que le changement climatique, le Népal souffre d'une déperdition rapide de la fertilité de ses terres et une baisse des rendements agricoles. Les chocs économiques subis par le pays, allant de pair avec une extrême pauvreté, aggrave l'insécurité alimentaire.

25. Cette insécurité – due en grande partie à la faiblesse des investissements, à l'absence de changements structurels dans les pratiques agricoles, à l'application trop limitée des technologies appropriées et à la baisse de l'aide publique au développement (APD) – doit retenir l'attention de la communauté internationale qui doit y remédier, et en particulier les partenaires du développement du Népal. Le Cycle de Doha doit être mené à bien et prévoir un accès équitable aux marchés. Les pays développés et les institutions financières internationales devraient aider les gouvernements à financer des filets de protection sociale et devraient rendre plus simple le transfert de technologie. Le Programme d'action d'Istanbul doit être appliqué, le développement agricole et la sécurité alimentaire doivent être des questions inscrites à l'ordre du jour des différents programmes pertinents des Nations Unies, notamment dans la définition des objectifs du développement durable et du Programme de développement pour l'après-2015 des Nations Unies.

26. **M<sup>me</sup> Look** (Chili) dit que son pays se réjouit de l'adoption des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale. La sécurité alimentaire est en effet étroitement liée à l'emploi qui, à son tour, dépend de la croissance économique et de politiques sociales propices. Le moyen le plus efficace de réaliser la sécurité alimentaire est de réduire la pauvreté, d'accélérer la croissance économique et d'affermir la stabilité politique et sociale d'un pays.

27. On estime qu'en 2050 il y aura 3 milliards de bouches supplémentaires à nourrir, à partir d'une base de ressources naturelles nécessairement limitée. Le commerce international aura alors un rôle fondamental à jouer dans la sécurité alimentaire, en assurant l'accès physique aux aliments constitutifs d'un régime alimentaire équilibré, ainsi que l'accès à l'activité économique par l'emploi. Il est impératif de sortir de l'impasse dans laquelle se trouve le Cycle de Doha et de mettre un terme au protectionnisme agricole des pays développés. Un système commercial multilatéral équitable et fondé sur des règles encouragerait le développement agricole et rural dans les pays en développement et contribuerait à la sécurité alimentaire internationale. Le développement et l'augmentation résultante de l'offre de produits et d'emplois, complétés par des filets de sécurité qui garantissent des denrées alimentaires aux plus pauvres, est bien le moyen pour le Chili d'assurer sa sécurité alimentaire.

28. **M. Zdorov** (Biélorus) dit que la garantie de la sécurité alimentaire est l'un des piliers de la sécurité économique internationale et nationale, et se trouve donc au premier rang des priorités de l'action de chaque gouvernement. En 2004, son gouvernement a adopté une stratégie visant à garantir la sécurité alimentaire, qui a engendré une tendance positive à long terme dans l'offre et la modération du coût des denrées alimentaires. À l'exception des céréales, l'accès par habitant aux produits agricoles de base est le meilleur des pays de la Communauté des États indépendants; la production de lait est le double de celle obtenue par d'autres économies à prédominance agricole.

29. La sécurité alimentaire durable dépend du bon fonctionnement du secteur agricole, ce qui suppose une politique consciente de l'État. Plusieurs programmes sont parvenus à encourager le développement durable de l'agriculture et du complexe agroindustriel, notamment dans la culture de pommes de terre et de légumes, mais aussi par l'exploitation des pêcheries, la production de viande et de lait et l'élevage de volailles.

30. Ces initiatives détaillées, dans l'agriculture, ont sans aucun doute amélioré la situation socioéconomique de l'ensemble du pays; en même temps, la rentabilité de l'industrie agroalimentaire, en particulier, a été multipliée par six entre 2005 et 2011. Le Biélorus a un énorme potentiel d'exportation et de production agricoles, et il est très désireux de contribuer aux programmes internationaux qui visent à

assurer les approvisionnements alimentaires dans les régions qui souffrent actuellement d'une pénurie. Le pays est également désireux de faire partager son expérience et d'encourager une coopération étroite et féconde avec les pays en développement dans le domaine agricole, car il estime qu'une telle coopération est essentielle pour garantir la sécurité alimentaire.

31. La pratique consistant à imposer des sanctions unilatérales et des mesures protectionnistes qui pèsent sur le commerce des produits agricoles des pays en développement est inacceptable. Pour beaucoup de pays en développement, les recettes provenant du secteur agricole représentent une proportion substantielle des ressources disponibles pour réaliser les objectifs de développement convenus sur le plan international. Il est essentiel d'accélérer le transfert et la diffusion des technologies agricoles.

32. Il estime importante la question du renforcement du rôle joué par les organisations internationales, en coopération avec les États Membres, pour garantir la sécurité alimentaire aux niveaux régional, national et international.

33. **M. Laguna** (Mexique) dit que la sécurité alimentaire est une priorité pour le Mexique, qui est un pays en développement, en particulier en raison des effets de la crise financière et économique mondiale. Une stratégie menée sur trois fronts doit être suivie pour assurer le développement agricole et la sécurité alimentaire : la fourniture d'aliments dans les situations d'urgence, le changement structurel, et le droit à l'alimentation. Une solution cohérente, à long terme, peut être viable économiquement, commercialement, socialement et écologiquement et doit également ne pas méconnaître les aspects liés à la santé publique.

34. En sa qualité de président du Groupe des 20, le Mexique a retenu en priorité la sécurité alimentaire expressément pour accroître l'investissement public et privé commun dans l'agriculture, le développement de la technologie visant à accroître la productivité et l'essor du Système d'information sur les marchés agricoles, qui doit devenir plus transparent. Il a également encouragé la coopération internationale dans la recherche et le développement agricoles et il a facilité le dialogue sur les politiques, en organisant la Réunion des chefs des services agronomiques. Il continue à travailler à une réduction de l'instabilité des

prix agricoles et à appliquer le Plan d'action pour la croissance et l'emploi de Los Cabos (2012).

35. L'ONU a un rôle vital à jouer pour débattre du développement agricole et de la sécurité alimentaire, ainsi qu'en matière de gouvernance économique et financière, domaines où l'Organisation doit agir pour modérer l'instabilité excessive des cours. Le Mexique soutient le travail accompli par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale et expressément l'action qu'il mène pour réaliser des évaluations nationales de la production alimentaire viable à terme. De même, le Mexique est favorable à l'adoption des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale.

36. **M. Kushneruk** (Ukraine) dit que si des progrès ont bien été accomplis dans la réalisation de l'OMD 1, il reste encore beaucoup à faire. L'Ukraine soutient les initiatives du Groupe des 8 et du Groupe des 20 tendant à améliorer la gouvernance mondiale dans le domaine de l'alimentation par les travaux d'institutions multilatérales compétentes. L'ONU doit coordonner le travail de ses institutions spécialisées conformément au principe « Unis dans l'action », y compris au niveau des pays.

37. Un secteur agricole bien développé, une croissance de l'économie et une protection sociale efficace sont des conditions à remplir pour éliminer la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Il faut augmenter les moyens financiers accordés à l'agriculture. Il faut également améliorer l'accès aux marchés régionaux et internationaux des produits agricoles des pays émergents, car c'est essentiel si l'on veut assurer une meilleure durabilité alimentaire mondiale.

38. Le développement agricole est l'un des moteurs de la croissance économique. L'Ukraine a lancé un programme d'augmentation de la production céréalière, de développement de la logistique et de l'utilisation maximale des technologies modernes et des ressources financières. En 2009, l'Ukraine est devenue un des donateurs du Programme alimentaire mondial puis a fourni une assistance humanitaire à des pays de la Corne de l'Afrique. L'Ukraine est ouverte à l'idée de jouer un rôle plus grand dans la lutte internationale contre la malnutrition et la sous-alimentation.

39. **M. Aksornsawad** (Thaïlande) dit que son pays a souffert des effets des inondations, des sécheresses, des

ravageurs et des épizooties, aggravés par le changement climatique qui a encore accentué l'insécurité alimentaire. Il faut attaquer ce problème sous divers angles. Les relations existant entre l'eau et les autres ressources naturelles, l'énergie et l'infrastructure doivent être examinées, et il faut trouver les moyens d'atténuer les chocs et améliorer la résilience. Il faut également augmenter les investissements et assurer le transfert de technologie aux pays en développement. La communauté internationale doit rechercher une plus grande efficacité des marchés en réduisant les obstacles non tarifaires inéquitables. Les causes profondes de l'excessive instabilité des prix des denrées alimentaires doivent être éliminées de façon à ce que chacun puisse avoir accès à une alimentation de qualité.

40. Une information fiable et partagée sur la production, la consommation et les réserves d'aliments serait un moyen de réduire l'impact de l'instabilité des cours. L'ASEAN a déjà mis en place des mécanismes à cet effet et les États Membres de l'ONU devraient chercher à mieux partager l'information. La Thaïlande a proposé d'accueillir le secrétariat de la Réserve de riz d'urgence ASEAN+3 et elle espère que cette Réserve servira de modèle pour la future coopération à la sécurité alimentaire.

41. La Thaïlande s'efforce d'améliorer son infrastructure, notamment dans le secteur des transports, pour devenir l'une des principales plaques tournantes en Asie pour les transports, la logistique, la production et la distribution. Cette facilité de connexion devrait aider à créer une filière fiable d'offre de denrées alimentaires, ce qui stimulerait la croissance économique régionale et mondiale.

42. Le développement durable ne pourra être réalisé en l'absence de la sécurité alimentaire, qui doit donc figurer en bonne place dans les objectifs du développement durable et le programme de développement pour l'après-2015.

43. **M. Llorenty** (État plurinational de Bolivie) dit que ceux qui souffrent le plus de l'insécurité alimentaire sont les peuples autochtones et les paysans. Le Gouvernement cherche à éliminer l'extrême pauvreté en 2025 au plus tard, objectif qui renforce l'initiative d'élimination de la faim en Amérique latine et dans les Caraïbes d'ici à 2025. Les habitants autochtones des villages, les marchands, les associations de producteurs, les coopératives et les

autres parties prenantes se sont réunis pour rédiger un plan de réduction de la pauvreté en Bolivie. L'extrême pauvreté a considérablement diminué entre 2005 et 2012 grâce surtout à la nationalisation des ressources naturelles du pays, en particulier les hydrocarbures.

44. À l'heure actuelle, les principaux problèmes auxquels se heurtent les peuples autochtones et les petits paysans sont : la privatisation et la transformation de l'eau en marchandise, sa contamination par les activités des industries extractives, la propriété privée du sol et la concentration des terres dans les mains de gros propriétaires ou de très grosses entreprises, la privatisation et l'appropriation induite des connaissances traditionnelles des peuples autochtones, la monoculture et l'utilisation de produits agrochimiques.

45. Les peuples autochtones avaient pourtant vécu dans l'harmonie avec la nature pendant des milliers d'années. Ils ont suivi, protégé et préservé les plantes et les semences natives du pays, qui pourraient fournir des aliments pour les générations présentes et futures. Ainsi, le quinoa est une ancienne plante cultivée et cette céréale très nourrissante pourrait beaucoup contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale.

46. **M. Haase** (Australie) dit que malgré une amélioration de l'offre de certains produits agricoles et la mise en œuvre d'une politique internationale plus favorable à l'agriculture, la croissance de la production agricole s'est ralentie et ne dépasse pas 1,7 % par an. Or, la production agricole devrait augmenter de 60 % au cours des 40 prochaines années si l'on veut satisfaire la demande croissante de denrées alimentaires. L'offre de produits agricoles demeure faible et ne permet pas d'amortir les fluctuations de la production mondiale qui baissent quand se produisent des phénomènes climatiques défavorables.

47. L'Australie comprend bien l'importance du secteur agricole et des difficultés que lui causent la dégradation des sols, le changement climatique et la réduction de la quantité d'eau disponible. L'adoption de pratiques agricoles viables à terme est donc une nécessité absolue et le Gouvernement australien a donc adopté des pratiques agricoles plus favorables, par exemple les labours légers et l'application variable d'engrais et de pesticides, ce qui s'est traduit par une amélioration de l'utilisation des intrants agricoles et de la qualité de l'environnement. Dans les pays en

développement, l'utilisation de téléphones portables par les agriculteurs qui cherchent à découvrir les marchés les plus favorables pour leurs produits est un autre exemple de l'utilisation de la technologie pour obtenir les meilleurs résultats.

48. Un soutien accru à la recherche-développement, en partenariat avec le secteur privé, serait un moyen de créer les connaissances scientifiques nécessaires pour améliorer la productivité et protéger l'environnement. L'Australie, à cette fin, encourage plusieurs importants partenariats.

49. Pour compléter une action visant précisément à accroître la production et la distribution des produits agricoles, une approche globale de la sécurité alimentaire doit prévoir une assistance d'urgence et une protection à plus long terme des groupes les plus vulnérables, ainsi que des politiques économiques et commerciales appropriées et des marchés efficaces. Le programme d'aide de l'Australie repose sur une démarche globale de l'assistance pour résoudre les problèmes de la sécurité alimentaire des populations les plus pauvres, et notamment des petits exploitants du monde en développement. Les femmes, en particulier, contribuent de façon essentielle à la production agricole dans le monde en développement, et il faut leur donner un plus large accès aux nouvelles techniques et aux intrants agricoles.

50. L'Australie aide les pauvres à avoir accès aux chaînes de valeur et aux services financiers nécessaires pour créer des entreprises commercialement viables. L'Australie soutient également un nombre croissant de programmes de protection sociale pour garantir que ceux qui sont le plus dans le besoin puissent se nourrir, ainsi que les moyens de gérer les risques posés par les fluctuations de l'offre alimentaire et le renchérissement des prix.

51. Le Gouvernement australien demeure désireux de voir se réaliser une libéralisation du commerce des produits agricoles dans le monde, afin d'accroître le revenu des agriculteurs et améliorer l'accès de tous les pays aux approvisionnements, en particulier les pays importateurs vivriers nets. L'Australie est membre du Groupe de Cairns, elle a systématiquement préconisé l'abandon des subventions à la production et celles qui faussent le commerce, les obstacles à l'accès aux marchés et les subventions à l'exportation dans les pays avancés.

52. **M. Chowdhury** (Inde) dit que la flambée des prix alimentaires et leur instabilité compromettent gravement la lutte menée pour réduire la faim, la pauvreté et la malnutrition dans le monde, et que cette situation est encore attisée par la crise économique mondiale. Les envolées récentes des cours mondiaux des produits alimentaires ont mis en évidence les limites inhérentes aux pratiques non viables de fonctionnement des marchés, et à des modes de consommation et des méthodes agricoles non durables, ainsi que le fait qu'un grand nombre de pays pauvres, en particulier africains, continuent à vivre dans une situation chronique d'insécurité alimentaire.

53. Le gaspillage de nourriture serait égal à un tiers de la production alimentaire mondiale annuelle totale, et suffirait à alimenter plus d'un milliard de personnes affamées. De même, des modes de consommation non viables à terme, la place trop large faite aux cultures non alimentaires, la dégradation de l'environnement et la stagnation de la productivité agricole expliquent que l'offre d'aliments dans le monde ne corresponde pas à la demande, tandis que les capitaux spéculatifs introduits dans les marchés mondiaux des produits de base et une augmentation des transactions à terme dans les pays développés ont contribué à l'envolée des prix et à l'instabilité des cours. Cette situation ne peut être corrigée que par une meilleure réglementation des marchés des produits de base.

54. Dans les pays en développement, l'agriculture est une question de subsistance. En Inde, 70 % de la population vivent de l'agriculture; pour les deux tiers des récoltes, il s'agit d'une agriculture pluviale qui reste vulnérable aux caprices de la nature. En réponse, le Gouvernement indien a pris plusieurs mesures pour assurer la sécurité alimentaire et le développement agricole de façon cohérente et il a suivi des politiques visant à améliorer la viabilité économique de l'activité agricole, en encourageant l'utilisation écologiquement rationnelle des ressources naturelles, en faisant en sorte que les petits exploitants et les exploitants marginaux puissent se prendre en main, et en adoptant des mécanismes de prix et une politique commerciale appropriés.

55. Le Gouvernement indien s'est engagé à garantir la sécurité alimentaire et il examine une proposition tendant à distribuer des céréales subventionnées à plus de 600 millions d'Indiens, avec des dispositions particulières en faveur des femmes et des enfants. Dans l'intervalle, un système public de distribution



d'aliments continue à permettre aux pauvres de se procurer des aliments de première nécessité. Une mission nationale de la sécurité alimentaire a été lancée afin d'améliorer la production de riz et de blé, et des efforts sont déployés pour isoler les petits exploitants et les exploitants marginaux des chocs qui se produisent sur le marché par une intervention de soutien aux cours, et des mesures ont été prises pour organiser une assurance des récoltes et du bétail. Des informations sur l'état des marchés et les analyses des prix sont communiquées aux agriculteurs et aux autres acteurs du secteur.

56. L'amélioration de la sécurité alimentaire mondiale suppose une action menée à l'échelle mondiale qui appelle une meilleure coordination et une plus grande cohérence des politiques de la sécurité alimentaire entre les différents pays. Ces efforts collectifs devraient assurer une augmentation des investissements et l'utilisation de technologies modernes, ainsi qu'un accès plus large au crédit agricole. En particulier, il faut mettre l'accent sur les moyens qu'ont les femmes d'agir, car elles sont des agents critiques de changement. Son pays demeure désireux de partager ses connaissances techniques pour assurer la sécurité alimentaire des pays en développement.

57. **M. Al Otaibi** (Arabie saoudite) dit que les efforts internationaux pour développer l'agriculture et garantir la sécurité alimentaire restent insuffisants et doivent être complétés par une augmentation des investissements et de la recherche scientifique. Une conception plus systématique est nécessaire, et notamment une stratégie internationale pour remédier à l'actuelle crise alimentaire à court, moyen et long termes. L'accent doit être mis en particulier sur le contenu du chapitre du document issu de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (résolution 66/288 de l'Assemblée générale, annexe) relatif à la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture durable.

58. L'Arabie saoudite a lancé plusieurs programmes destinés à garantir à chacun de ses habitants un accès à des aliments d'un prix raisonnable. Le pays développe sa politique commerciale et sa politique de la consommation pour garantir des offres suffisantes de denrées alimentaires, promouvoir un développement durable de l'agriculture par l'utilisation optimale des ressources naturelles, en particulier l'eau, et encourager le secteur privé à investir dans les pays

dont le potentiel agricole est fort. Son pays est un important fournisseur d'aide et il a fait un don de 500 millions de dollars au Programme alimentaire mondial.

59. **M. Khalil** (Égypte) dit que les rapports du Secrétaire général montrent assez l'ampleur de l'insécurité alimentaire et de la dégradation des terres arables et des infrastructures dans les pays en développement. Il faut donc suivre une démarche cohérente et viable à terme qui comprenne des ressources nouvelles et additionnelles pour aider les pays en développement à répondre à la crise alimentaire. La communauté internationale doit honorer les engagements qu'elle a pris, notamment la promesse de fournir 20 milliards de dollars, au titre de la sécurité alimentaire, faite par le G-8 à son sommet de L'Aquila (Italie) en 2009. La Conférence des Nations Unies sur le développement durable a constaté que la sécurité alimentaire et la nutrition devenaient des problèmes mondiaux pressants et elle a réaffirmé la volonté collective d'améliorer la sécurité alimentaire et l'accès aux aliments nourrissants, adéquats et sûrs pour les générations présentes et futures. Il faut donner à cette question l'importance qu'elle mérite et l'intégrer dans les objectifs de développement durable et dans le Programme de développement pour l'après-2015. Les résolutions annuelles de l'Assemblée générale sur le développement agricole et la sécurité alimentaire, et tout spécialement la résolution 66/220, ont un rôle important à jouer pour inverser le désintérêt pour la question qui avait prévalu jusqu'à la crise alimentaire de 2008.

60. Comme une grande partie de la terre, dans les pays arabes, est aride ou semi-aride, la région se heurte à des difficultés pour satisfaire les besoins alimentaires grandissants de sa population croissante. Le continent africain, lui aussi, est particulièrement vulnérable au changement climatique, à la sécheresse, aux inondations, à l'insuffisance des précipitations; ce risque est encore aggravé par les crises économique et financière mondiales. Si les prix mondiaux des produits alimentaires demeurent élevés, la situation de l'Afrique ne pourra que s'aggraver. La communauté internationale doit investir dans le développement rural et mettre un terme aux subventions agricoles dans les pays développés, qui empêchent les agriculteurs des pays en développement d'être compétitifs.

61. **M. Yeo Sho Hor** (Singapour) dit que la crise économique mondiale a bien mis en lumière les

différents facteurs qui expliquent la vulnérabilité des populations urbaines, qui sont aux prises avec la flambée des prix des denrées alimentaires et avec la diminution des revenus des ménages. Les problèmes de sécurité alimentaire sont complexes, et l'alimentation des ménages dépend de leur pouvoir d'achat, ce qui les expose au risque de malnutrition. C'est pourquoi, si son pays reconnaît l'importance d'une augmentation de la production alimentaire à l'échelle mondiale et de la nécessité de lutter contre la sous-alimentation grave, il souhaite aussi appeler l'attention sur la complexité de la question de la sécurité alimentaire dans le milieu urbain.

62. Singapour est un petit pays insulaire en développement, pauvre en ressources naturelles et sans arrière-pays. De ce fait, la sécurité alimentaire est une préoccupation première, puisque 90 % des aliments consommés sont importés et que se pose constamment le problème du prix des denrées alimentaires et de l'instabilité de l'offre. En réponse à cette situation, la stratégie suivie consiste à rechercher la diversification des sources de produits alimentaires et d'éviter les gaspillages.

63. Le Gouvernement singapourien a créé un Fonds pour l'alimentation de 20 millions de dollars confié à l'Autorité agroalimentaire et vétérinaire, dans le but d'améliorer la production locale d'œufs, de poisson et de légumes, tandis que le programme d'agriculture urbaine exploite les technologies agricoles les plus récentes, par exemple les systèmes d'exploitation verticale. L'action de recherche-développement comprend aussi une collaboration pour mettre au point des variétés de riz à haut rendement résistant bien aux maladies. Singapour s'est également engagé à concourir à la sécurité alimentaire dans la région par des investissements dans la recherche agronomique, la promotion et la fixation des normes de sécurité alimentaire et le transfert de technologie.

64. Pour les Nations Unies et la communauté internationale, la sécurité alimentaire est une question essentielle, et il est à espérer que moyennant des partenariats mondiaux plus efficaces et une meilleure coopération entre pays, gouvernements, universités et secteur privé, ainsi qu'avec des investissements, de la recherche et des pratiques agricoles viables à terme, on pourra en fin de compte réaliser l'objectif du Millénaire pour le développement consistant à réduire la faim de moitié d'ici à 2015 et finir par en venir à bout.

65. **M<sup>me</sup> Feng Xin** (Chine) dit que les pays pauvres sont les plus gravement touchés par la crise économique mondiale. Les prix des denrées alimentaires demeurent constamment élevés et instables, et les perspectives de la sécurité alimentaire mondiale demeurent préoccupantes.

66. On compte 868 millions de personnes qui continuent à vivre sous l'empire de la faim, et la réalisation de l'OMD relatif à la réduction de la pauvreté et de la faim demeure redoutablement difficile. La sécurité alimentaire a pourtant une influence directe non seulement sur l'économie des pays et les moyens d'existence de leurs populations, mais aussi sur le développement mondial et la sécurité mondiale. La communauté internationale doit donc prendre activement des mesures pour stabiliser les prix des produits de base, notamment des denrées alimentaires, se protéger de la spéculation et sauvegarder collectivement la sécurité alimentaire mondiale.

67. Les pays devraient de même accroître fortement leurs investissements dans l'agriculture, tandis que les pays développés devraient aider les pays en développement dans le domaine de la technologie, des moyens financiers et de l'accès aux marchés. Ils doivent s'opposer au protectionnisme, encourager une conclusion réussie du Cycle de Doha et faire preuve d'une plus grande sincérité sur les questions relatives aux subventions agricoles afin de donner aux pays en développement un accès plus large aux marchés. Enfin, des directives scientifiques devraient être données sur le développement des bioénergies, et il faut lutter avec plus d'efficacité contre les spéculations qui se portent sur les produits agricoles.

68. La Chine est toujours un pays en développement, sa population est nombreuse, et nourrir plus d'un milliard d'hommes sera constamment la priorité absolue de son gouvernement. La Chine ne dispose que de 9 % des terres arables du monde. Or, elle nourrit déjà 20 % de la population mondiale. En même temps, le nombre des ruraux pauvres a été réduit de 250 millions, ce qui fait de la Chine le premier pays à avoir atteint l'objectif du Millénaire pour le développement relatif à la diminution de moitié du nombre de personnes vivant dans la pauvreté.

69. La production vivrière a augmenté tous les ans depuis neuf ans, et cela offre une solide garantie de développement économique et social continu. La Chine

participe activement aux efforts déployés à l'échelle internationale pour éliminer la faim et la pauvreté et pour aider les pays en développement, en particulier en Afrique, à développer leur agriculture. Elle a toujours soutenu l'action de la FAO et a apporté une contribution de 30 millions de dollars en vue de l'établissement d'un fonds d'affectation spéciale. Elle apportera au cours des trois prochaines années une contribution de 20 milliards de dollars sous forme de crédits aux pays africains en faveur surtout de l'agriculture et de l'équipement, et elle a apporté une aide alimentaire d'urgence substantielle aux pays de la Corne de l'Afrique. Enfin, la Chine sera toujours disposée à travailler avec la communauté internationale pour améliorer la sécurité alimentaire mondiale et le sort des hommes.

70. **M. Al-Hammadany** (Iraq) dit que l'agriculture de son pays est très vulnérable aux fluctuations saisonnières, de sorte qu'une politique nationale de la sécurité alimentaire est indispensable. Les guerres et les embargos économiques qui ont frappé son pays au siècle dernier ont entraîné une détérioration considérable des terres et endommagé les équipements. La proportion de terres cultivées demeure faible. Entre 2003 et 2008, des fonds spéciaux ont été créés pour distribuer des prêts à faible taux d'intérêt aux petits agriculteurs. En 2008, le Gouvernement a fixé les cours du blé, de l'orge et du riz, tout en donnant aux agriculteurs la liberté de vendre leur propre production.

71. La culture du riz, des variétés nouvelles à haut rendement, du coton et du maïs a augmenté, et des semences plus résistantes ont été progressivement introduites. Le développement d'un système d'irrigation fiable demeure prioritaire. Une base de données sur l'irrigation et la gestion de l'eau a été créée pour mettre à profit les pratiques les meilleures. On entretient les retenues et les canaux d'irrigation et un projet national a été lancé pour déterminer l'impact du changement climatique. Les ministères techniques compétents étudient les moyens de réduire le gaspillage et de valoriser les ressources hydriques non classiques telles que le recyclage des eaux usées. En 2008, l'Iraq a ouvert la plus grande usine de dessalement de l'eau de mer de son espèce au Moyen-Orient.

72. L'Iraq a également pour priorité de conclure un accord sur le partage des eaux de ses deux fleuves, le Tigre et l'Euphrate et de leurs affluents avec les pays situés en amont. L'Iraq estime de longue date que les

différends concernant l'eau avec les pays voisins doivent être réglés équitablement, conformément au droit international pour le profit de toutes les parties, mais cela n'est pas encore le cas.

73. **M. Rishchynski** (Canada) dit que la malnutrition chronique touche près de 870 millions de personnes. Mais surtout depuis la crise alimentaire de 2007 et 2008, la lutte contre la faim dans le monde n'enregistre plus de progrès importants.

74. Face à l'insécurité alimentaire, une action concertée et soutenue s'impose à l'échelle mondiale et, avec le concours des gouvernements, de donateurs et d'autres acteurs concernés, le Canada s'efforce d'influer sur les orientations mondiales en matière de nutrition et de sécurité alimentaires, qui évoluent constamment. L'Agence canadienne de développement international (ACDI) poursuit sa stratégie pour la sécurité alimentaire, qui a pour objectif de favoriser l'autonomisation des populations les plus pauvres et les plus défavorisées. Pour cela, il s'agit de réduire leur vulnérabilité à différents facteurs ayant une incidence sur leur sécurité alimentaire, y compris les pénuries alimentaires, les entraves à l'accès aux marchés et les obstacles à la productivité agricole.

75. Avec les autres membres du G-8, le Canada a annoncé, lors du Sommet du G-8 de L'Aquila en 2009, au moins 20 milliards de dollars sur trois ans pour la poursuite du développement agricole durable; à partir de 2011, il avait déjà déboursé 1,18 milliard de dollars. Dans les pays en développement, les femmes représentent en moyenne 43 % de la main-d'œuvre agricole, de sorte qu'elles sont des actrices particulièrement importantes du développement économique et de la sécurité alimentaire. La question du rôle des femmes dans le développement agricole durable doit donc figurer en tête des priorités du programme de développement pour l'après-2015.

76. En outre, la Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition, lancée au Sommet du G-8 de 2012 après l'Initiative de L'Aquila pour la sécurité alimentaire, a promis de sortir 50 millions de personnes de la pauvreté au cours des dix prochaines années. Le Canada a consacré 219 millions de dollars sur trois ans, particulièrement au Ghana et en Éthiopie. Il faut également remédier à la sous-nutrition et le Canada est satisfait des progrès réalisés dans le cadre de l'initiative « Renforcer la nutrition » au cours de l'année écoulée, ainsi que de l'élaboration d'une

stratégie pour guider les efforts. Le Gouvernement canadien participe à un certain nombre de programmes mondiaux d'amélioration de la nutrition, notamment dans le cadre du Partenariat visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants. Comme plus de 30 pays participent à cet effort, tous les acteurs, depuis les Nations Unies jusqu'à la société civile et les autres partenaires de développement doivent continuer à travailler ensemble et fournir une aide efficace et coordonnée.

77. **M. Silberberg** (Allemagne) dit que pour beaucoup de personnes dans le monde, le droit à l'alimentation reste théorique. Les Directives volontaires de la FAO relatives à la réalisation du droit à l'alimentation offrent des indications pratiques pour la mise en place d'un cadre institutionnel et juridique adéquat et établissent des mécanismes indépendants de suivi et d'application. Son pays apporte un soutien important à la rédaction de ces directives et il encourage tous les gouvernements à les appliquer dans les stratégies, politiques, programmes et activités suivis.

78. Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale est l'organe politique central chargé d'examiner les stratégies mondiales de lutte contre la faim; sa composition donne voix au chapitre aux populations pauvres et affamées, par le canal de la participation véritable des organisations de la société civile. Le Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition adopté par ce Comité est conçu comme document unique de référence pour les recommandations de politique et doit être mis à jour à l'avenir de façon à inclure de nouvelles décisions prises par le consensus de ses membres. Le Gouvernement allemand est fermement résolu à améliorer la gouvernance de la terre selon les principes des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts. Le Comité devrait relier son action à celle du système des Nations Unies pour la défense des droits de l'homme, à Genève, au sujet du droit à l'alimentation.

79. L'agriculture joue un rôle décisif dans la satisfaction des besoins d'une population qui, dans le monde, augmente sans cesse et est inextricablement liée dans les pays en développement à l'élimination de la pauvreté. Un développement agricole et rural intégré et viable à terme est donc la condition de

l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la réalisation du droit à l'alimentation.

80. Cependant, pour assurer la sécurité alimentaire mondiale il faut consentir des investissements suffisants, aussi bien privés que publics. Les investissements consacrés à l'agriculture et aux zones rurales, à l'équipement, à l'éducation, à des technologies adaptées, à l'innovation et la recherche sont les conditions d'une lutte réussie contre la faim. De tels investissements doivent être planifiés et réalisés de façon responsable et devraient profiter d'abord et avant tout à ceux qui en ont le plus besoin, à savoir les petits exploitants agricoles.

81. **M. Duffy** (Irlande) dit que l'insécurité alimentaire est un problème mondial persistant, comme le montre la fréquence des crises. En 2011, la situation de la Corne de l'Afrique était la préoccupation prédominante, tandis qu'en 2012 l'attention du monde s'est portée sur la région du Sahel. L'Irlande travaille avec la communauté internationale pour répondre à la crise, en fournissant une aide directe et immédiate. Cependant, une fois l'urgence passée, la vulnérabilité à de futurs chocs du même ordre demeure, et les effets conjugués de la sécheresse, des conflits et de l'envolée des prix alimentaires continuent à expliquer l'insécurité alimentaire de la population.

82. L'insécurité alimentaire se manifeste différemment, dans le monde, et chaque situation a des causes complexes, interdépendantes. C'est pourquoi, pour résoudre cette crise il faut une démarche cohérente intégrant des interventions et des mesures efficaces depuis le niveau local jusqu'au niveau mondial. Il est impératif d'intégrer les secours à court terme dans une stratégie à plus long terme qui tenterait de remédier aux facteurs de vulnérabilité à la sous-alimentation et l'insécurité alimentaire dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale.

83. En réponse au rapport de l'équipe spéciale sur la faim que son gouvernement avait réunie en 2008, la question de la sécurité alimentaire et nutritionnelle a été mise en bonne place dans le programme d'aide de l'Irlande. Le rapport dégage trois domaines dans lesquels son pays pourrait contribuer au mieux à une réduction de la sous-alimentation dans le monde, notamment en relevant la productivité des petits exploitants dont les agricultrices, en cherchant à éliminer la sous-nutrition chez les enfants en bas âge, les enfants et les mères, et en encourageant une bonne

gouvernance et une action directive pour réduire la faim dans le monde aux niveaux national et international. Cette équipe de travail a également préconisé de consacrer 20 % du budget d'aide de l'Irlande à des initiatives de lutte contre la faim en 2012, objectif qui a été réalisé. Cette évolution a marqué une étape importante, qui souligne combien l'Irlande est attachée à réduire l'incidence de la faim dans le monde.

84. Les petits exploitants, en particulier les femmes, doivent être au centre de toute solution viable à terme du problème de la faim, et l'aide sera d'autant plus efficace que c'est l'ensemble du cycle de la production alimentaire qui sera appréhendé. La recherche agronomique doit être fermement encouragée et ses résultats être accessibles aux petits exploitants. L'accès au crédit doit de même être amélioré et il faut encourager les pratiques agricoles adaptées au changement climatique et promouvoir les liens avec le secteur privé.

85. Si elles jouissent de droits égaux à ceux des hommes, notamment l'accès à la terre et aux autres intrants d'importance critique, et si elles ont voix au chapitre comme les hommes, les femmes sont souvent de puissants agents de changement. C'est pourquoi l'autonomisation des femmes doit être au cœur de toute stratégie cherchant à stimuler l'activité agricole. Cependant, la productivité agricole ne se traduit pas toujours directement par de meilleurs résultats sur le plan de la nutrition au niveau du ménage et il faut donc continuer à attacher une grande importance à l'amélioration de l'état de santé et de nutrition des plus pauvres parmi les pauvres.

86. L'ensemble des activités de l'Irlande dans la lutte contre la faim demeure axé sur l'amélioration de l'état nutritionnel et sur les programmes de lutte contre la faim, non seulement dans leur aspect quantitatif mais qualitatif. L'Irlande soutient activement l'initiative « Renforcer la nutrition », qui a démontré ses authentiques possibilités d'améliorer la situation nutritionnelle et a obtenu certains succès appréciables au cours des deux dernières années. Pour entretenir l'élan ainsi acquis, il faut mobiliser des ressources au niveau des pays et au niveau mondial pour lutter avec succès contre la sous-alimentation dans les 37 pays membres de cette initiative. Tous les acteurs, y compris ceux qui s'occupent de la santé publique, de l'éducation, de l'eau, de l'assainissement et de la

condition féminine doivent intégrer, dans tous leurs travaux, le problème de la nutrition.

*La séance est levée à 17 h 45.*